

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Montpellier Méditerranée Métropole

50

50 place Zeus BP 9531
34000 Montpellier

Références : UD34/LB/H2/2025/045
Code AIOT : 0018300716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement Montpellier Méditerranée Métropole implanté 2549, avenue de Maurin 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Deux départs de feux sur le centre de tri de collecte sélective DEMETER se sont déroulés respectivement les mardi 27 mai 2025 vers 15h10 et vendredi 30 mai 2025 aux alentours de 21h50. L'inspection vise à constater sur le site les dégâts occasionnés, les causes et les conséquences de l'incendie ainsi que les mesures prises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- 2549, avenue de Maurin 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0018300716
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri DEMETER implanté à Montpellier est une installation de transit, regroupement et tri de déchets ménagers recyclables exploitée par Montpellier Méditerranée Métropole. L'encadrement réglementaire de l'exploitation est assuré par :

- l'arrêté préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 du 21 décembre 2018 ;
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, de regroupement, de tri ou de préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2716.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyen de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.2.4	Demande d'action corrective	8 jours
3	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rapport d'incident et d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis évidence les non-conformités suivantes pour lesquelles des actions correctives doivent être apportées :

- l'absence de plan de défense contre l'incendie conforme à l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018,
- la présence de déchets empêchant l'accès à l'armoire à commande automatique et

- manuelle ainsi que la porte d'issue de secours attenante,
- la présence d'équipement défectueux dans les système de détection automatique.

Une lettre de suite préfectorale à l'attention de l'exploitant est adressée afin que ce dernier se mette en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyen de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; -l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; -les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; -les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; -le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; -le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; -des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; -le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; -les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; -la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant

l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
-le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un diaporama sur lequel figure différents plans de situation tels que la position des extincteurs et des RIA ainsi que l'implantation du bassin de rétention. Par ailleurs, l'inspection relève qu'un plan d'évacuation du site est affiché dans le hall d'accueil du bâtiment administratif du site.

L'inspection indique à l'exploitant que les plans présentés ne reprennent pas toutes les dispositions conformément à l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018.

L'exploitant informe à l'inspection qu'un rendez-vous a été fixé avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) le 20 juin 2025 en ce sens et que le plan de défense et d'incendie est en cours d'élaboration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de finaliser le plan de défense et d'incendie du site de DEMETER conformément à l'article l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible

<p>depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection le bâtiment dédié à l'entreposage des déchets et montre à l'inspection l'emplacement des trappes de désenfumage installées sur la partie métallique du toit du bâtiment (environ une dizaine).</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que ces trappes d'évacuation naturelle à l'air libre sont reliées à un dispositif à commande automatique et manuelle.</p> <p>L'inspection constate que l'armoire à commande automatique et manuelle n'est pas libre d'accès. Des déchets ménagers sont entreposés au devant de l'armoire précitée mais également devant la porte d'issue de secours où il est mentionné "Ne rien stocker devant la porte".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de permettre l'accès à l'armoire à commande automatique et manuelle précitée ainsi que la porte d'issue de secours attenante, en retirant les déchets entreposés devant.</p> <p>A l'issue, des photographies attestant de cette mise en œuvre seront transmises à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 8 jours</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance extinction automatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés au risques, notamment : - de systèmes d'extinction automatique d'incendie conçus, installés et entretenus régulièrement conformément au référentiel reconnu. L'efficacité de ces systèmes est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leur conditions de stockage. Ces systèmes sont installés dans le hall de réception de déchets et dans la zone de tri des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'une visite de maintenance préventive des systèmes de détection automatique d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie a été réalisée</p>

<p>le 17 janvier 2025 par le Bureau de la Détection Électronique Française (DEF).</p> <p>L'exploitant, à la demande de l'inspection, transmet le compte-rendu d'intervention préventive ainsi que le compte-rendu (Document Q7) de la vérification périodique de la détection automatique d'incendie.</p> <p>Ce compte-rendu relève plusieurs points défectueux cités ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - État de l'installation à l'arrivée : 4 points hors services sont relevés, - Prise en compte de l'installation : Défauts récurrents relevés depuis la dernière visite, défaut intempestif AES 48V (DS/DB), - Récapitulatif des essais non réalisables : Les détecteurs linéaires n'ont pu être testés pour cause de problèmes d'accès à ces derniers, - Récapitulatif des essais non fonctionnels : les équipements de désenfumages ZF01, ZF02, ZF03 ne semblent pas fonctionner, ce qui est confirmé dans l'onglet "Essais des asservissements en Manuel" en page 6 - Pour ce qui concerne le document Q7, la conformité au référentiel APSAD R7 et Norme NF S 61-970 ne sont pas cochées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs associés à la prise en compte du compte-rendu d'intervention préventive ainsi que du compte-rendu (Document Q7) de la vérification périodique de la détection automatique d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Rapport d'incident et d'accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

Suite au deux départs de feux sur le centre de tri de collecte sélective DEMETTER à Montpellier qui se sont déroulés les mardi 27 mai 2025 vers 15h10 et vendredi 30 mai 2025 aux alentours de 21h50, les fiches de notifications de déclarations d'accident/incident afférentes pour chaque départ de feux ont été adressées au service de l'inspection des installations classées le mardi 10 juin 2025.

Ces fiches de notification relatent les circonstances et les causes des incidents survenus sur le site ainsi que les mesures prises pour enrayer ces incidents.

Le jour de l'inspection sur site, le 19 juin 2025, l'exploitant informe à l'inspection qu'un départ de feu s'est également produit le matin même à 8H45 après le vidage de déchets d'un camion par la Société de nettoyage NICOLLIN dans le hall de réception et maîtrisé très rapidement au moyen de 2 extincteurs.

La fiche de notification de déclarations de cet incident a été transmise à l'inspection le 25 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite